LA FORCE DE LA PAIX

ONUCI

Côte d'Ivoire

Volume 3 - N°002

Mars 2011

Avançons sur la route de la paix

MESSAGE PUBLIÉ À L'OCCASION DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME

Il y a 100 ans, alors que le monde entier célébrait pour la première fois la Journée internationale de la femme, l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme étaient des idées plutôt extrêmes. À l'occasion du centenaire de cette journée, nous rendons hommage aux progrès considérables accomplis grâce à une mobilisation résolue, à une action pratique et à des politiques éclairées. Pourtant ,dans de trop nombreux pays et de trop nombreuses sociétés, les femmes restent des citoyennes de deuxième ordre.

Bien que le fossé entre hommes et femmes en matière d'éducation se comble, il existe des écarts importants entre les pays et à l'intérieur d'un même pays, et beaucoup trop de filles sont encore privées de scolarisation, quittent prématurément l'école ou achèvent leur cycle d'étude avec peu de compétences et encore moins de débouchés. Les femmes et les filles continuent aussi d'être victimes d'une discrimination et d'une violence intolérables, souvent aux mains de leur conjoint ou de leurs proches. À la maison comme à l'école, sur le lieu de travail et dans la société, être une femme est trop souvent synonyme d'être sans défense. Et dans de nombreuses régions en proie à un conflit, la violence sexuelle sert délibérément et systématiquement à intimider les femmes et la société tout entière.

Ma campagne Tous unis pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes et le Réseau d'hommes influents s'emploient à mettre un terme à l'impunité et à faire changer les mentalités. De plus en plus, la communauté internationale est résolue à réprimer et à empêcher les agressions sexuelles commises en situations de conflit et à faire davantage pour que soit appliquée la résolution 1325 (2000), résolution historique du Conseil de sécurité sur les femmes et la paix et la sécurité, qui souligne l'importance de faire participer les femmes à tous les aspects de la consolidation et du maintien de la paix.

Le Serétaire Général des Nations Unies
© UN/ONUCI

Un autre domaine dans lequel il faut d'urgence faire de nets progrès est celui de la santé des femmes et des enfants. Le Sommet de septembre 2010 sur les objectifs du Millénaire pour le développement a consacré l'importance vitale de cette question et les États Membres et la communauté des donateurs ont annoncé qu'ils appuieraient vigoureusement ma stratégie mondiale, qui vise à sauver des vies et à améliorer la santé des femmes et des enfants au cours des quatre prochaines années.

Dans le domaine de la prise de décisions, plus de femmes dans plus de pays occupent désormais le siège qui leur revient au parlement. Mais moins de 10 % des pays ont une femme chef d'État ou de gouvernement. Même dans les pays où les femmes occupent le devant de la scène politique, elles sont souvent très sous-représentées dans d'autres domaines de la prise de décisions, y compris aux plus hauts niveaux du commerce et de l'industrie. Une initiative récente de l'ONU – les principes d'autonomisation des femmes, auxquels adhèrent désormais plus de 130 grandes entreprises – vise à corriger ce déséquilibre.

Cette année, la Journée internationale de la femme est consacrée à l'égalité d'accès à l'éducation, à la formation, à la science et à la technologie. La téléphonie mobile et Internet, par exemple, peuvent permettre aux femmes d'améliorer la santé et le bien-être de leur famille, de tirer parti des possibilités d'exercer des activités rémunératrices et de se protéger de l'exploitation et du danger. L'accès à ces outils, ainsi qu'à l'éducation et à la formation, peut aider les femmes à rompre le cycle de la pauvreté, à lutter contre l'injustice et à exercer leurs droits.

La création, cette année, de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme (ONU-Femmes) est la preuve que nous sommes résolus à concrétiser nos aspirations. Ce n'est qu'en garantissant aux femmes la participation à part entière et à part égale à tous les domaines de la vie publique et privée que nous pouvons espérer bâtir la société viable, pacifique et juste que promet la Charte des Nations Unies.

Directeur de publication : **Hamadoun Touré**
Rédacteur en Chef : **Malick Faye**
Coordinatrice : **Rosamond Bakari**
Graphiste Designer: **Jean Brice N'doli**
Illustrations : **Serge Assain Aliké**
Crédits photos : **Basile Zoma**

Publié par le Bureau de l'Information publique - **www.onuci.org**
Copyright® « La Force de la Paix » 2011 • Tous droits reservés

Ensemble pour la PAIX

LA CÔTE D'IVOIRE CELÈBRE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME

L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), a pris le 8 mars 2011, une part active dans la célébration de Journée Internationale de la Femme (JIF), qui en 2011, fête son 100ème anniversaire.

Dans toutes les régions du pays, la mission onusienne a accompagné et appuyé les associations de femmes et autres ONGs dans cette commémoration, qui s'est généralement déroulée sur fond d'hommage aux femmes tuées le 3 mars 2011 lors d'une marche à Abobo, une commune d'Abidjan.

La marche, qui a débuté à partir de la résidence du Préfet de région, a marqué une halte au siège de l'ONUCI à Séguéla, où les femmes ont adressé un message à l'endroit de la mission. ***« Aujourd'hui c'est la Journée Internationale de la Femme (JIF). Nous voulons la paix…la paix…***

La paix. Nous revendiquons nos droits. Nous ne voulons plus de violences faites aux femmes. Nous ne voulons plus être des martyres, trop c'est trop. Nous réclamons nos 30 % de la résolution 1325 et nous comptons sur la communauté internationale », a martelé la présidente du comité d'organisation, Alimata Bakayoko, également présidente de la Coopérative Worodougouka.

Pour le maire de Séguéla, Vaflali Bakayoko, ***« Cette journée internationale dédiée à la femme arrive à point nommé sous le sceau d'un véritable deuil national des femmes. Je voudrais interpeler l'ONUCI pour lui demander de continuer à nous assister et à mettre fin aux carnages et aux massacres dont sont victimes les populations civiles, notamment les femmes »***, a-t-il indiqué.

Le chargé du Bureau de l'information publique, Samy Passalet, a livré le contenu du message du Secrétaire général de l'ONU et exhorté les femmes à contribuer efficacement à la préservation d'un environnement postélectoral apaisé.

Le Préfet de région, Brahima Fofana, qui a condamné les massacres dont ont été victimes les femmes à Abobo, a noté que ***« les femmes ont fait d'énormes progrès »***. Il les a ensuite invitées à prendre leurs responsabilités dans la reconstruction post-crise de la Côte d'Ivoire et de se battre pour combler le vide qui existe entre les hommes et les femmes dans la société.

A Tafiré, localité située à 620 km d'Abidjan, l'ONUCI a choisi d'échanger avec les populations sur leur rôle dans la préservation d'un environnement postélectoral apaisé. trois cent (300) personnes, en majorité des femmes, ont exprimé à l'occasion leur souhait de voir cette crise prendre fin afin que les Ivoiriens retrouvent la paix.

Après la lecture par le chef de délégation, Corbeil Tetchumani Siakam, du message du Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki Moon, à l'occasion de la JIF célébrée cette année sur le thème de l'égalité d'accès à l'éducation, à la formation, à la science et à la technologie, le Sous-préfet de Tafiré, Moustafa Sylla, a dénoncé sans détour les atrocités dont sont victimes les femmes à la suite de la crise postélectorale.

Auparavant, la présidente de l'Union communale des femmes de Tafiré, Saran Bamba, situant cette célébration dans la pure tradition funéraire Tagbana, suite à la disparition de leurs sœurs d'Abobo, a exhorté toutes les femmes de Côte d'ivoire à ***« s'engager sur le chemin de la réconciliation, du pardon et de la concorde »***.

A Odiénné, la JIF a été célébrée de manière sobre et par la lecture du message du Secrétaire général. Par ailleurs, la veille, avec l'appui de l'ONUCI, près de six cent (600) personnes issues des organisations de la société civile ont participé à une table-ronde avec les acteurs du secteur de l'éducation, sur le thème régional : ***« Egalité d'accès à l'éducation et à la formation pour un travail décent en faveur des femmes du Denguélé »***.

Saisissant cette occasion, Mme Fanny Barry, tout en lançant un appel à l'aide des hommes, a mis l'accent sur le diktat de la tradition, le manque de formation et l'analphabétisme des femmes à la base, qui ont un impact conséquent sur les conditions de la femme dans le Denguélé.

Suite page 4

RESOLUTION 1820 DU CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES

LA VIOLENCE SEXUELLE CONSTITUE UNE MENACE POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ INTERNATIONALE

Ensemble disons NON !

à l'impunité des auteurs d'actes de violences sexuelles

ONUCI UNITÉ GENRE

Avançons sur la route de la paix

CÔTE D'IVOIRE

A Diawala, localité située à 730 km au nord d'Abidjan l'ONUCI avec à ses côtés le PNUD, a rappelé les avancées notées par le Secrétaire général de l'ONU sur la situation de la femme. La cheffe de délégation de l'ONUCI, Eba Tanoh, a rappelé que selon le message de M. Ban Ki-Moon, des efforts restent encore à faire.

Pour sa part, le maire de Diawala, Adama Ouattara, a rendu hommage aux nombreuses femmes, victimes de la crise postélectorale dans le pays. ***« Nous regrettons que des femmes soient prises pour cibles dans le conflit postélectoral avec les déboires relayés chaque jour par les radios et les télévisions*** », a-t-il dit.

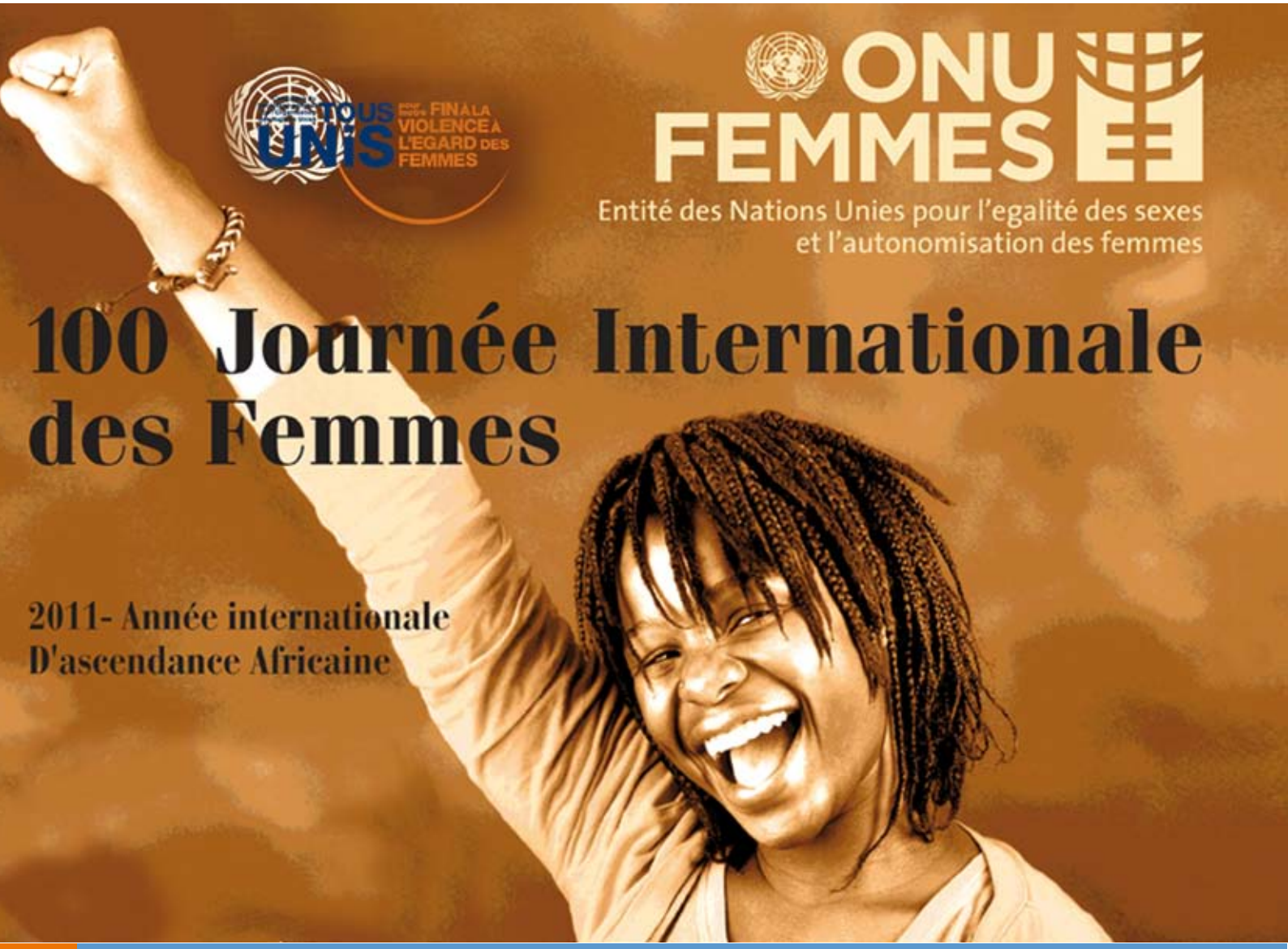
A Bondoukou, avec encore une fois la participation du PNUD, pour célébrer cette journée, après la lecture du message, un atelier d'échanges a été organisé sur le thème, « ***Quel rôle peuvent jouer les femmes de la région du Zanzan pour une sortie pacifique de la crise postélectorale en Cote d'Ivoire ?*** ». La responsable du bureau régional du PNUD, Colette Alla, a passé en revue l'historique de la JIF avant d'inviter les participantes à profiter de cette journée pour exprimer leurs idées et apporter leur contribution pour changer les choses.

Pour la ville de Yamoussoukro, outre les bureaux de l'Information publique et des Droits de l'Homme (DDH), on a pu noter la participation active de l'ONG, International Rescue Committee (IRC).Celui-ci a pu sensibiliser ses partenaires sur les violences basées sur le genre (VBG), tandis que les section des Droits de l'Homme et l'Information Publique de l'ONUCI ont parlé respectivement du respect des droits de la femme et du rôle de celle-ci dans la préservation de la paix et la cohésion sociale.

Dans la ville de Divo, les femmes du RHDP ont t'elles aussi, souhaité se faire entendre à l'occasion de la JIF. Elles ont tenu au cours d'une marche pacifique à exprimer leur indignation devant la barbarie meurtrière du jeudi dernier, à l'occasion d'une manifestation pacifique des leurs dans le quartier d'Abobo à Abidjan.

A Man, environ 2000 personnes qui ont participé a la marche pacifique des femmes du RHDP, UPCI, des Forces Nouvelles et de la société civile. Les femmes initiatrices de cette marche on tenu a apporter leur soutien aux sept femmes tuées à Abobo et à réaffirmer leur soutien au président élu Alassane Ouattara.

Marie-Mactar Niang



SALIMATA COULIBALY : « LES FEMMES DE LA REGION DES SAVANES VIVENT UNE SITUATION CATASTROPHIQUE DU FAIT DE LA CRISE POSTELECTORALE »

Présidente de l'ONG Grenier International, Mme Salimata Coulibaly née Ouattara, se bat depuis 2004 pour promouvoir les droits des femmes, maintenir la paix et lutter efficacement contre la pauvreté. La Force de la Paix l'a rencontrée.

FP : Quel a été le rôle de votre ONG dans la participation des femmes à l'élection présidentielle en Côte d'Ivoire ?

OS : Depuis notre adhésion au Réseau Ouest-Africain pour l'Edification de la Paix Côte d'ivoire (WANEP-CI), nous avons lutté pour le retour de la paix, en menant de nombreuses campagnes de sensibilisation. Ainsi, nous avons sensibilisé autour des audiences foraines. Car, ici, dans le Nord, il y a beaucoup de femmes qui n'ont pas de papiers jusqu'à présent. C'est un problème très crucial. Des sensibilisations ont également été faites sur le redéploiement de l'administration. Nous avons fait 17 sketches radiophoniques diffusés sur deux radios de proximité pour apaiser le climat social, désarmer les cœurs, recevoir les fonctionnaires et ne pas être rancunier vis-à-vis d'eux. Lorsque l'Accord Politique de Ouagadougou (APO) a été signé, nous avons commencé à en faire la promotion, à le vulgariser, afin de mettre les femmes au même niveau d'information que les hommes. Vous savez que les hommes ont plus de chance que les femmes de lire des journaux, d'avoir des '' grins ''. Même si les femmes se réunissent dans des associations pour échanger, elles pensent plutôt famille que politique.

Nous avons donc sillonné la région des Savanes pour informer les femmes sur la crise ivoirienne, les avantages de l'APO. Nous avons vulgarisé aussi le processus électoral, en sensibilisant sur l'enrôlement, sur la manière de voter au cours de l'élection présidentielle. Les femmes ont été formidables et elles le seront toujours. Nous avons senti leur envie d'apprendre et d'aller à la paix.

Salimata Coulibaly © UN/ONUCI

FP : Avec tout ce travail abattu, comment les femmes de la région des Savanes ont-elles participé à cette élection présidentielle?

OS : Les femmes y ont participé avec beaucoup d'engouement. Quand on leur avait dit qu'il était capital qu'elles prennent part à cette élection, qu'elles aillent aux urnes, parce que nous représentons 54 % de la population, elles ont répondu '' oui '' et sont sorties massivement. Il y a aussi le fait que de nombreuses filles de la nouvelle génération qui ne savaient même pas voter et qui n'avaient jamais voté, étaient curieuses de le faire. Mais, elles étaient, surtout, vieilles comme jeunes, heureuses de participer à l'élection présidentielle pour ramener la paix. C'est ce qui les motivait le plus.

FP : Vous qui avez sensibilisé ces femmes, quelles sont les actions qu'elles ont menées sur le terrain après l'élection pour instaurer un climat électoral apaisé ?

OS : Après l'élection, elles ont attendu activement les résultats, malheureusement nous sommes dans l'impasse. Mais, elles s'étaient fixées comme objectifs de ne pas aller à la colère, de ne pas en vouloir aux allogènes, de maintenir la paix et de bannir toute idée de vengeance, malgré les difficultés qu'elles vivent au quotidien. Les associations ne se sont pas dissoutes. Bien au contraire, les femmes ont renforcé leur cohésion, en continuant de s'entraider, de se rendre mutuellement visite, d'encourager leurs sœurs allogènes à rester avec elles.

FP : Quel bilan pouvez-vous faire de l'impact de la crise postélectorale sur les femmes de la région des Savanes, trois (3) mois après l'élection présidentielle ?

OS : La situation est critique et lamentable, je dirais. Les femmes de la région des Savanes vivent une situation catastrophique du fait de la crise postélectorale. Si on fait un retour en arrière, par exemple en 2002, c'était mieux. La crise de 2002 a commencé tout juste au moment où les paysans récoltaient. Donc on avait à manger. Présentement, les femmes ont du mal à manger, elles sont malnutries. Tout est bloqué. Cela fait plusieurs mois que le transport Korhogo – Abidjan est interrompu. Les femmes qui font la culture maraichère ont des problèmes d'intrants, actuellement. C'est dire que ce qu'elles récoltaient d'habitude, elles ne peuvent plus le récolter. D'autres s'adonnent à la fabrication du charbon. Ce qu'elles ne faisaient pas avant. Celles qui vendent des jus de gingembre, ne peuvent plus le faire, avec les coupures intempestives d'électricité et d'eau. C'est très rude pour elles. De plus, elles doivent subir des violences conjugales. Je m'explique : la femme rurale doit tout faire pour subvenir aux besoins de la famille. Mais la nuit, si elle n'est pas disponible, l'homme pense tout de suite qu'elle est allée voir ailleurs. Faute de moyens financiers, depuis la fermeture des banques, les ordonnances médicales s'accumulent et les femmes assistent impuissantes aux décès de leurs enfants.

Bakary Bakayoko

Les femmes de Tafiré ont participé massivement à la fête © UN/ONUCI

Tafiré : prestation culturelle © UN/ONUCI

Le Prefet de Séguéla lors de son allocution © UN/ONUCI

Les femmes de Séguéla à la cérémonie officielle © UN/ONUCI

Photo de famille après la fête à Bondoukou © UN/ONUCI

Cérémonie à Diawala (Korhogo) © UN/ONUCI

Les jeunes filles étaient de la fête à Diawala © UN/ONUCI

Un groupe des femmes écoutant les allocutions © UN/ONUCI

LE WORODOUGOUKA, UNE COOPERATIVE AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT AGRICOLE

Un champ de la coopérative Worodougouka © UN/ONUCI

Grâce à un financement octroyé par l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), à travers ses programmes de Projets à impact rapide (QIP) et de microprojets pilotes de réinsertion des ex-combattants, cette association de producteurs exploite actuellement plus de 300 hectares de cultures vivrières et maraichères, dont 10 hectares de parcelles d'expérimentation, dans la région du Worodougou.

La coopérative, dirigée depuis 2006 par Halimata Bakayoko, regroupe plus de 4 000 femmes.

Ces 300 hectares de cultures vivrières et maraichères, répartis dans une soixantaine de villages du département de Séguéla et financés par l'ONUCI, ont pu être réalisés à l'issue de trois visites effectuées sur les sites d'expérimentation par les membres de la mission. La coopérative a donc pu se voir accorder en 2006 une enveloppe de 4 millions de FCFA dans le cadre des QIPS et 29 millions de FCFA pour la réalisation de 10 microprojets pilotes de réinsertion au profit de 64 membres.

Pour ce qui est des résultats, dès 2009, on a noté des indicateurs de production positifs pour cette coopérative. En 2010, celle-ci a ainsi récolté plus de 200 tonnes de vivriers, soit en moyenne une tonne à l'hectare, tandis que la production de riz a atteint 10 tonnes. Ce qui a permis une amélioration sensible des revenus de la coopérative. La production de riz est maintenant vendue à Man et même en Guinée. Celle de manioc est encore plus encourageante. La coopérative Worodougouka de Séguéla estime ainsi avoir produit en 2010, 50 tonnes de ce tubercule très prisé des populations. La récolte a été transformée en pâte alimentaire et exportée dans les pays membres de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

La production de gombo contribue également à améliorer la santé financière des membres de la coopérative. Toutes les 72 heures, ce sont entre 100 et 500 kilogrammes de gombo frais de différentes variétés qui sont vendus sur place, au marché de Séguéla.

Outre les vivriers, les produits maraîchers comme la tomate et la pastèque sont acheminés vers Abidjan. Les revenus tirés ce commerce servent à renflouer les caisses de la coopérative qui l'utilise notamment pour financer ses membres exerçant des activités génératrices de revenus. « ***L'ONUCI nous a beaucoup aidées. Avec les fonds de production des vivriers et maraîchers dans les villages et à Séguéla, les membres de la coopérative peuvent lutter contre la pauvreté***», estime Halimata Bakayoko. Cet avis est partagé par les autres femmes qui travaillent d'arrache-pied dans le site d'expérimentation des vivriers et maraichers, situé à 5 kilomètres du chef-lieu de la région du Worodougou.

Répondant favorablement à une autre requête de la coopérative, l'ONUCI a également équipé, en 2008, le Collège moderne de Sifié, dans la région, en fournissant 200 table-bancs, 60 tables-bureaux et 200 kits scolaires. Ce n'est pas tout. La mission onusienne a aussi mené une campagne de sensibilisation contre le VIH/Sida qui a ciblé 553 ex combattants des Forces armées des Forces nouvelles (FAFN).

La contribution du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) dans la lutte contre la pauvreté est tout aussi appréciée par cette coopérative. L'agence onusienne a en effet financé, en 2009, cette coopérative d'un montant de 30 millions de FCFA, au profit de ses membres dans six (6) villages du département de Séguéla pour la production de cultures vivrières et maraichères, dans le cadre de son programme de lutte contre la pauvreté.

Frédérick Samy Passalet

L'ONUCI ET LES AGENCES HUMANITAIRES AU SECOURS DES DEPLACÉS INTERNES DE LA RÉGION DES MONTAGNES

Des déplacés de Duékoué acceuillis à Man © UN/ONUCI

La célébration de la Journée internationale de la femme intervient dans un contexte de crise postélectorale qui a aggravé, dans la plupart des régions de la Côte d'Ivoire, la situation humanitaire. Face aux besoins pressants des populations, surtout les femmes et les enfants, la Force de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) doit aussi régulièrement intervenir pour soulager les plus démunis.

C'est le cas dans la ville de Man où une équipe composée de vingt casques bleus de l'ONUCI a distribué, les 3 et 4 mars 2011, environ 5 000 litres d'eau potable aux déplacés internes installés sur le site du centre de la Caisse Nationale de Prévoyance sociale (CNPS), ainsi que dans les familles d'accueil.

La mission onusienne a promis de poursuivre cette opération afin de permettre d'alléger la souffrance des femmes, à qui incombe la tâche domestique que constitue la recherche d'eau.

Mama Karamoko, venue de la région du Moyen-Cavally, enregistrée comme déplacée interne au site de la CNPS de Man, a manifesté sa satisfaction tout en soumettant une autre doléance. ***« Il n'y a pas d'électricité et cette situation ne nous arrange pas»***, a-t-elle lancé.Un sentiment partagé par Moussa Zié, encadreur, sur le site des déplacés internes de Man, qui s'occupe de la prise en charge de 200 enfants. Il se dit inquiet à cause des dangers auxquels font face les plus jeunes, du fait des coupures fréquentes d'électricité : ***« le lieu est infesté de reptiles, tels que les serpents»***, dit-t-il.

Sidiki Diakité, Préfet de région, est conscient de l'ampleur des besoins des populations. Il exprime néanmoins sa reconnaissance à l'ONUCI et aux organisations humanitaires, qui restent toujours à l'écoute des populations démunies.

En fait, l'ONUCI n'est pas seule, comme le rappelle Mamadou Sylla, Directeur Régional du Ministère de la Famille et les Affaires sociales. La région bénéficie de l'appui des agences du système des Nations Unies (SNU), telles que l'UNICEF et le PAM, le FNUAP et des organisations internationales humanitaires comme le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), Save the Children, International Rescue Committee (IRC), Action Contre la Faim (ACF) et Caritas. A ces organisations, il faut ajouter environ 30 ONG locales intervenant dans le domaine de la santé, et de la protection des femmes et des enfants et de l'éducation, sur le site des déplacés internes de la CNPS.
Il faut noter que les régions des Dix-huit Montagnes et du Moyen-Cavally, dans l'ouest de la Côte d'Ivoire, ont accueilli 45.000 déplacés internes suite aux remous consécutifs à la crise post électorale. Ces personnes, en majorité des femmes et des enfants, sont reparties dans des familles d'accueil et sur les sites de Danané, de Duékoué et de Man. Depuis janvier, environ 1 200 déplacés internes, en provenance des départements de Zouan- Hounien et de Duékoué, sont logés par des familles d'accueil et sur le site de la CNPS.

Selon Germain Koné, assistant du directeur régional de la famille et des affaires sociales et coordinateur des activités du site de la CNPS, le plus grand nombre de ces déplacés seraient venus de la ville de Duékoué. C'est le cas d'Aisha Bambara, enregistrée depuis le 5 janvier 2011 et porte-parole des femmes du site de la CNPS de Man ***« Nous avons quitté, ma famille et moi, Duékoué du fait de la guerre. J'étais vendeuse de poissons secs. Je suis ici avec deux enfants en bas âge et je ne travaille pas. La plupart des femmes ici sont dans la même situation que moi»***, a-t-elle expliqué.

Heureusement que la solidarité n'est pas un vain mot dans les communautés vivant à Man. Malgré leurs moyens modestes, des familles établies dans le Chef-lieu de la Région des Dix-huit montagnes reçoivent de plus en plus de déplacés internes. Ainsi, depuis trois mois, la famille Doumbia, qui habite au quartier Dioulabougou de Man, héberge sept membres de la famille Tounkara, venue de Duékoué.

Les nouveaux arrivants, souvent traumatisés, trouvent auprès des familles d'accueil un réconfort moral qui peut leur permettre de recommencer une nouvelle vie, en attendant que les conditions sécuritaires s'améliorent dans leur localité d'origine pour leur permettre d'y retourner.

Almudena Martinez Garcia

MARIAM ADÉ, DIRECTRICE DE LA POUPONNIÈRE DE BOUAKÉ : UN AMOUR INEFFABLE POUR LES ENFANTS

Mariée, mère de quatre enfants et grand-mère de deux petits-enfants, Mariam Adé est une femme comblée. Longtemps traitée de femme stérile par certains de ses proches après 7 ans de mariage sans enfant, elle se retrouve aujourd'hui entourée de ses propres enfants et d'autres abandonnés à qui elle offre un amour maternel.

La Force de la paix a rencontré cette dame au grand cœur.

Assistante sociale de formation, Mme Adé est affectée à Bouaké en 2006 pour diriger la pouponnière de la ville. Cette structure qui accueille, depuis 1974, des enfants abandonnés, âgés de 0 à 14 ans, n'a pas été épargnée des affres de la crise politique qui a plongé le pays dans la tourmente depuis 2002.

Les nombreuses difficultés auxquelles elle doit faire face, notamment la dégradation des locaux et l'entretien des poupons n'ont pas freiné Mme Adé dans son sacerdoce qui se résume à s'occuper des rejetés.de la société.

« J'ai connu les joies de la maternité grâce à cette passion. J'ai hébergé une dame enceinte qui avait été abandonnée par son mari. Par la suite, elle a mis au monde des triplés. Huit mois après, Dieu me fait la grâce d'avoir, moi aussi, ma première grossesse après sept ans de mariage », lance- t- elle toute joyeuse.

Forte de cette expérience, elle va s'évertuer désormais à consacrer toute son énergie et surtout offrir tout son amour aux poupons.

A ce jour, le centre abrite 41 enfants. Ces derniers sont issus de mères malades mentales, ou de celles vivant avec le VIH-Sida, ou ont été abandonnés dans la rue. Sept parmi eux sont handicapés. Dix-sept mamans bénévoles sont affectées aux soins des enfants. Les conditions de vie ne sont pas toujours faciles. Mme Adé a parfois recours à des appuis extérieurs pour donner une nouvelle image à la pouponnière.

Ainsi, le centre a bénéficié récemment d'un Projet à impact rapide (QIP) de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), qui a permis notamment de réhabiliter les locaux. Deux préaux seront ensuite construits par la diaspora des ressortissants de Bouaké aux Etats-Unis et de parent adoptif d'un bébé abandonné de la pouponnière. En plus de ces appuis, des personnes et des organismes volonté, font régulièrement des dons de vivres et de non vivres pour la survie des poupons. ***« Quand nous entamons le dernier sac de riz, Dieu amène des gens de bonne volonté vers nous pour nous tirer d'affaire »***, affirme Mme Adé pour expliquer comment elle a réussi à faire fonctionner la pouponnière depuis le dernier trimestre de l'année 2010 où elle a vu son budget subitement suspendu par les autorités.

Face ces nombreuses difficultés, elle ne quitte jamais ses poupons de peur que l'un d'eux ne manque d'affection maternelle. ***« Je suis obligée de dormir parfois avec les plus fragiles. On se retrouve parfois à quatre ou à cinq dans le lit »***, avoue-t- elle.

Dans un souci d'insérer les pensionnaires du centre à la vie sociale, Mme Adé, avec un appui d'un partenaire, a contribué à l'agrandissement du centre de protection de la petite enfance situé dans l'enceinte même de l'établissement pour accueillir plus d'enfants.

Doter la pouponnière d'équipements de qualité et d'un personnel qualifié reste le rêve de cette mère bien particulière.

Prisca Armande Soumahoro

La Directrice de la pouponnière recevant un don du contigent ghanéen © UN/ONUCI

L'ONUCI PARTICIPE A UNE VISIOCONFÉRENCE INTITULEE FEMMES ET RÉSOLUTION DES CONFLITS AU CENTRE CULTUREL AMERICAIN À ABIDJAN

Quel rôle peuvent jouer les femmes dans la prévention, la gestion et la résolution des conflits qui éclatent régulièrement en Afrique ? C'est à cette question qu'ont tenté de répondre un groupe de femmes réunies au Centre culturel américain d'Abidjan, le 17 mars.

C'était à l'occasion, d'une visioconférence organisée par le Centre Culturel Américain et portant sur le thème : ***« Femmes et résolution de conflits. »*** Cette activité s'est tenue dans le cadre de la Journée internationale de la femme, célébrée, une semaine plus tôt, le 8 mars.

Au cours des échanges Marie-Irène Richmond Ahoua, Chargée du Plaidoyer, du Bureau de l'Information Publique de l'ONUCI a instruit les participants sur les activités développées par la Mission onusienne, dans le cadre de la sensibilisation et de la formation des populations à la promotion de la culture de la paix et à l'instauration d'un climat électoral et postélectoral apaisé.

C'est ainsi que Mme Richmond Ahoua a rappelé que les questions relatives aux femmes sont une préoccupation permanente pour l'ONUCI. Lors des opérations de plaidoyer, telles que les forums et les Journées de l'ONUCI, ou au cours des séminaires de formation ou des ateliers organisés par la mission onusienne en Côte d'Ivoire, une place est toujours réservés aux questions touchant aux femmes, à côté de celles qui intéressent trois autres piliers de la société civile : les chefs traditionnels, les jeunes et les médias.

Selon la Chargée de plaidoyer, au cours des échanges qu'elle organise régulièrement avec les populations, l'ONUCI a ***« noté la pleine participation des femmes et leur implication dans le processus de sortie de crise et leur profond engagement à initier des actions de négociation et de médiation en vue de prévenir et gérer des conflits auxquels leurs communautés étaient confrontés »***. En effet, porteuses de vie, les femmes

Les femmes jouent un rôle majeur dans la résolution des conflits © UN/ONUCI

sont aussi porteuses de paix et les organisations féminines s'avèrent représenter des cadres privilégiés offrant des occasions d'acquérir et de développer les compétences et les ressources.

Dans un message audio délivré à la faveur de la commémoration du centenaire de la Journée Internationale de la femme, la Secrétaire d'Etat américaine Hilary Clinton, a affirmé que ***« nous ne pouvons pas relever les défis de notre époque en matière d'environnement, de sécurité, d'économie, de développement, si les femmes ne sont pas mobilisées à tous les échelons de la société »***.

Investir dans les femmes offre une corrélation positive avec le recul de la pauvreté et l'accroissement de la prospérité. C'est pourquoi Mme Clinton a souligné que ***« l'éducation d'une fille constitue l'investissement le plus efficace dans le développement, au regard des conséquences positives qui en découlent sur son avenir et celui de sa famille »***.

Prenant la parole à son tour, la conférencière du jour, Dr. Ténin Touré-Diabaté, professeur de sociologie à l'Université d'Abidjan-Cocody, a estimé que les femmes africaines ont un rôle particulier à jouer. Aussi, selon elle, ***« il apparait urgent de les impliquer dans le processus de négociation et de construction de la paix ».*** En plus, le Dr. Touré Diabaté souligne que dans la tradition africaine, la femme représentait le pilier central de la famille et la principale éducatrice des générations. C'est elle qui, dit-elle, jouait, en conséquence, le plus grand rôle dans la transmission des valeurs. ***« Le système lui attribuait la fonction de conseillère discrète de son mari et un rôle actif dans la consolidation de la cohésion sociale »***, ajoute le Dr. Touré-Diabaté.

Revenant sur les conflits, la conférencière a révélé que les femmes représentent environ 80% des pertes en vies humaines en Afrique, tandis qu'au niveau mondial, 80% des refugiés et des personnes déplacées dans leur propre pays, sont des femmes et des enfants. C'est pourquoi le Dr. Touré-Diabaté a vivement déploré le fait que ***« les femmes soient exclues des négociations visant à régler les conflits ou soient cantonnées à un rôle marginal dans le processus de reconstruction et de réconciliation post-conflits ».***

Elle a conclu en formulant des recommandations visant à appuyer la formation et la participation des femmes aux négociations, aux médiations de paix et à la résolutions des conflits.

L'exposé du Dr. Touré-Diabaté a été suivi d'un débat auquel ont pris part, plus d'une centaine de femmes issues de plusieurs ONGs et associations de la Société civile.

MESSAGE DE LA DIRECTRICE EXÉCUTIVE MICHELLE BACHELET

Journée internationale de la femme 2011 :

L'heure est venue de faire de la promesse d'égalité une réalité

Il y a cent ans jour pour jour, les femmes du monde entier ont fait un pas historique sur la longue route de l'égalité. La première Journée internationale de la femme avait

Michelle Bachelet ONU/ Femme

été décrétée dans le but d'attirer l'attention sur les conditions de travail inacceptables, souvent dangereuses, auxquelles tant de femmes étaient exposées à travers le monde. Bien que cet événement n'ait été célébré que dans une poignée de pays, plus d'un million de femmes descendirent dans la rue pour demander non seulement de meilleures conditions de travail mais également le droit de vote, le droit d'occuper des fonctions politiques et de devenir des partenaires à égalité avec les hommes.

J'ai le sentiment que ces courageuses pionnières regarderaient notre monde d'aujourd'hui avec un mélange de fierté et de déception. Des progrès remarquables ont bien sûr été accomplis, et le siècle dernier a vu une expansion sans précédent des droits et des prérogatives des femmes. On peut en effet considérer que le progrès en matière de droits des femmes est l'une des révolutions sociales les plus profondes que le monde ait jamais connues.

Il y a cent ans, seuls deux pays permettaient aux femmes de voter. Aujourd'hui, ce droit est quasiment devenu universel et des femmes ont été élues à la tête de gouvernements sur chaque continent. Les femmes occupent désormais des positions stratégiques dans presque toutes les professions dont elles étaient autrefois exclues.

Dans un passé beaucoup plus récent, la police, les tribunaux et les voisins considéraient encore la violence conjugale comme une affaire strictement privée. Aujourd'hui, deux tiers des pays ont des lois spécifiques qui pénalisent la violence domestique, et le Conseil de sécurité des Nations Unies reconnaît désormais la violence sexuelle comme une tactique de guerre délibérée.

Mais en dépit de tous ces progrès accomplis au siècle dernier, les espoirs d'égalité exprimés lors de cette première Journée internationale de la femme sont loin d'être concrétisés. Près de deux adultes analphabètes sur trois sont des femmes. Les filles sont six fois moins susceptibles d'être scolarisées que les garçons. Chaque jour, toutes les 90 secondes, une femme meurt en raison de sa grossesse ou suite à des complications liées à l'accouchement, alors que nous disposons des connaissances et des ressources pour assurer des accouchements sans danger.

Partout dans le monde, les femmes continuent de gagner moins que les hommes pour des postes équivalents et à compétences égales. Dans de nombreux pays, elles ont un accès inégal à la terre et aux droits de succession. Et malgré des progrès indéniables, les femmes dans le monde ne constituent que 19% du corps législatif, 8% des négociateurs de paix et seules 28 femmes sont aujourd'hui chefs d'Etat ou de gouvernement.

Les femmes ne sont pas les seules à être pénalisées par cette discrimination. Nous pâtissons tous de notre incapacité à exploiter les talents et le potentiel qu'offre cette moitié de l'humanité. Nous sapons la qualité de nos démocraties, la force de nos économies, la santé de nos sociétés et la pérennité de nos efforts de paix. L'accent mis cette année par la Journée internationale de la femme sur l'égalité d'accès en matière d'éducation, de formation, de science et de technologie souligne la nécessité d'exploiter ce potentiel.

Assurer l'égalité des sexes et faire valoir les droits des femmes sont les deux piliers d'un agenda mondial, un défi pour chaque pays, riche ou pauvre, du nord ou du sud. En créant ONU Femmes, les Nations Unies ont reconnu l'universalité de ce problème et le bien-être que pourrait apporter sa résolution. Cette nouvelle organisation est le résultat de la fusion de quatre anciennes entités des Nations Unies dédiées aux questions de genre. L'objectif de cette nouvelle organisation, que j'ai l'immense privilège de diriger, est de galvaniser le système des Nations Unies dans son ensemble, afin que nous puissions honorer la promesse inscrite dans la Charte des Nations Unies de l'égalité entre les femmes et les hommes. C'est le combat de toute ma vie.

En tant que jeune mère et pédiatre, j'ai vécu le combat quotidien des femmes qui tentent d'établir un équilibre entre leur vie de famille et leur carrière et je sais combien l'absence de garde d'enfants empêche les femmes de prétendre à un emploi rémunéré. Ma volonté de remédier à ces obstacles pour les femmes a été l'une de mes motivations pour entrer en politique. C'est la raison pour laquelle j'ai soutenu des politiques visant à étendre les services de santé et de garde d'enfants et que j'ai donné la priorité aux dépenses publiques consacrées à la protection sociale.

En tant que Présidente, j'ai travaillé dur pour créer des opportunités égales pour les hommes et les femmes, afin qu'ils puissent contribuer de façon équitable, par leurs talents et leurs expériences, à surmonter les défis auxquels notre pays était confronté. Voilà pourquoi j'ai constitué un gouvernement composé d'un nombre égal d'hommes et de femmes.

En tant que Directrice exécutive d'ONU Femmes, je veux consacrer mon mandat ainsi que les connaissances et l'expérience de mon équipe à favoriser les progrès vers une véritable égalité des sexes dans le monde. Nous travaillerons en étroit partenariat avec les hommes et les femmes, les dirigeants et les citoyens, la société civile, le secteur privé et le système des Nations Unies dans son ensemble pour aider les pays à mettre en place des politiques, des programmes et des budgets qui permettront de réaliser ce noble objectif.

J'ai vu ce que les femmes, souvent dans les circonstances les plus difficiles, sont capables d'accomplir pour leurs familles et pour leurs communautés, lorsqu'on leur donne la possibilité d'agir. La force, la diligence et la sagesse des femmes demeurent les plus grandes ressources inexploitées de l'humanité. Nous ne pouvons tout simplement pas nous permettre d'attendre encore cent ans pour libérer tout ce potentiel.

L'ONU Femme